

Communiqué
pour diffusion immédiate

Rentrée parlementaire à Québec

Nos impôts se perdent en chemin!

Montréal, le 20 septembre 2011 – La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics profite de la rentrée parlementaire à Québec pour souligner qu'il est plus que troublant de constater l'inaction et la désinvolture du gouvernement Charest devant les multiples allégations et rapports faisant état de corruption et de collusion dans le milieu de la construction et dans le financement des partis politiques.

« Pendant que des dizaines, sinon des centaines de millions de dollars sont littéralement volés des coffres de l'État, par le biais de systèmes occultes de surfacturation et d'octroi des contrats publics, le gouvernement du Québec annonce des coupures de 800 millions en santé et en éducation. Plutôt que de s'attaquer à cette gangrène, ce gouvernement a le culot d'essayer de nous faire croire que ces coupures n'auront aucun impact sur les services offerts à la population! Nos impôts doivent servir à financer les services publics et non à enrichir des compagnies privées », s'insurge Marie-Ève Rancourt, l'une des porte-paroles de la Coalition.

Alors que ce gouvernement admet que la santé et l'éducation sont des priorités pour la société québécoise, il prétend que les coupures n'auront pas d'effet sur les services à la population. « En plus de s'appauvrir et de s'endetter, les étudiantEs d'aujourd'hui et la population du Québec verront l'accessibilité aux études être considérablement réduite et ce, particulièrement pour la classe moyenne et défavorisée! », affirme Gabriel Nadeau-Dubois, un autre représentant de la Coalition.

« Ces coupures sont inacceptables! Avec la taxe santé et les hausses de tarifs comme l'électricité et les frais de scolarité, ce gouvernement choisit des mesures qui augmentent les inégalités sociales. Pourtant, un consensus émerge de plus en plus au Québec, et à travers le monde, comme quoi c'est au tour des plus riches, des grandes entreprises et des institutions financières de contribuer au financement des services publics. Il est là le gage d'une plus grande justice sociale et d'égalité, notamment entre les hommes et les femmes! », souligne Régine Laurent, Présidente de la FIQ et également porte-parole de la Coalition.

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics entend maintenir la pression et continuer d'interpeller les députéEs afin que soient abandonnées les mesures d'austérité que le gouvernement veut imposer.

Pour information : Anne-Marie Provost, ASSÉ : 514-882-8726
Sandra Gagné, FIQ : 514 796-5093